

## Arrêté

# règlementant temporairement l'accès, la circulation et la présence du public dans les sites naturels forestiers et boisés, propriété du Département du Finistère

Le Président du Conseil départemental du Finistère,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-4 concernant les pouvoirs de police du Président du Conseil départemental,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L 113-8 et suivants,

Vu le Code rural ;

Vu le Code pénal, notamment son article R.610-5,

Vu les arrêtés départementaux règlementant temporairement l'accès, la circulation et la présence du public dans les sites naturels départementaux forestiers et boisés du 17 novembre, 4 et 22 décembre 2023, et du 21 février, 16 avril et 3 juin 2024

CONSIDERANT que la tempête « Ciaran » a impacté l'ensemble des propriétés forestières et boisées départementales,

CONSIDERANT les dégâts occasionnés sur les sites naturels départementaux et la fragilisation de certains arbres,

CONSIDERANT les risques d'accidents pour les usagers pouvant être causés par les arbres et branchages à terre ou suspendus, les ouvrages endommagés mais aussi les possibles chutes d'arbres fragilisés,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer la sécurité du public,

CONSIDERANT la mise en œuvre progressive de travaux de sécurisation des sites,

## Arrête

### Article 1 - Interdiction de l'accès au public sur une partie des sites naturels forestiers et boisés du Finistère, propriété du Conseil départemental

L'accès, la circulation et la présence du public sur les sites naturels forestiers et boisés propriété du Conseil départemental mentionnés ci-après, sont interdits quel que soit le moyen d'accès.

#### L'interdiction s'applique aux forêts et boisements propriété du Conseil départemental suivants :

- Menez Meur : 2 secteurs boisés fermés (hors GR n° 380) : à l'Est de la D342, lieu-dit Caranoët (Sizun) ; le secteur boisé délimité au Sud par le Roc'h Glujau, au Nord par le chemin du Comte et à l'Est par la D342, Lieu-dit du sentier botanique (Hanvec)
- Kergren (Plomelin)
- Roc'h Nivelen (Plougastel Daoulas)
- Rives de l'Aber Wrac'h (Lannilis)

Ces restrictions seront levées progressivement après la sécurisation des sites.

Pour tous les autres sites naturels forestiers et boisés propriété du Conseil départemental et non mentionnés dans la liste ci-dessus, le public peut y avoir accès en restant strictement sur les chemins ouverts. Il est toutefois interdit de se déplacer au cœur de ces sites.

## **Article 2 - Dérogations d'accès pour certains services et résidents**

La présente décision ne s'applique pas aux services de secours, aux services du Département, de l'Office national des Forêts, aux services techniques des communes, aux gestionnaires, aux gestionnaires cynégétiques dans le cadre d'opération de régulation du sanglier, aux entreprises exécutant une mission de service public et aux résidents dont l'habitation est au cœur du site départemental.

## **Article 3 - Publication**

Le présent arrêté sera transmis au contrôle de la légalité et sera publié sur le site internet du Département : [www.finistere.fr](http://www.finistere.fr)

## **Article 4 - Information**

Une information sera affichée aux entrées de sites et lieu qui seront jugés utiles.

## **Article 5**

Cet arrêté abroge les arrêtés départementaux n°2023 - 002 du 17 novembre 2023, n° 2023 - 003 du 6 décembre 2023, n° 2023 - 004 du 22 décembre 2023, n° 2024 - 001 du 21 février 2024, n°2024 - 011 du 16 avril et n°2024 - 012 du 3 juin 2024.

## **Article 6 - Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, déposé par l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ou à l'adresse : 3 Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet du Département.

## **Article 7**

Mme la Directrice Générale des Services Départementaux, Monsieur le Directeur de l'Aménagement, de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le 19 septembre 2024

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur Adjoint de l'aménagement, de  
l'agriculture,  
de l'eau et de l'environnement  
Chef du service Patrimoine naturel, littoral et  
randonnée



**Pierre THULLIEZ**